

**POLITIQUE & SOCIÉTÉ**

Pap Ndiaye place la rentrée 2023 sous le signe du renoncement

ÉDUCATION Plus de 1100 postes supprimés dans le primaire, près de 500 dans le secondaire : ni la carte scolaire ni le nombre d'inscrits aux concours de recrutement ne rassurent pour l'avenir de l'école.

Après les grandes déclarations d'intention, c'est au pied du mur qu'on voit le ministre. Le mur, pour Pap Ndiaye, c'est son premier budget de l'éducation et sa traduction concrète pour les élèves et les professionnels : la carte scolaire, c'est-à-dire la répartition des moyens d'enseignement par académie. Rendue publique le 13 décembre, elle permet au moins ce constat : si Pap Ndiaye devait incarner un changement de méthode par rapport à son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, les objectifs témoignent, eux, d'une accablante continuité.

Sous le quinquennat précédent, le slogan officiel était « la priorité au primaire ». Un leitmotiv largement discutable au vu des résultats... Mais c'en est fini : en 2023, le primaire subira une ponction de 1117 postes – que le ministère tente de masquer en partie en soustrayant de ce chiffre 450 postes qu'il compte confier à des enseignants stagiaires, compromettant aussi bien la formation de ceux-ci que la qualité de l'enseignement ainsi dispensé aux élèves. Mais,

pas de souci, explique le ministère, puisqu'il prévoit une baisse démographique de près de 64 000 écoliers l'an prochain, équivalente à environ 2500 postes.

« DEPUIS 2017, 8 381 POSTES ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS DANS LE SECONDAIRE »

« C'est vrai, répond Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, mais on sait que notre école est en crise, que ce soit sur le plan des difficultés d'inclusion, des non-remplacements qui atteignent un niveau catastrophique dans certaines académies, du manque d'enseignants spécialisés... On aurait pu profiter de cette baisse pour améliorer les conditions d'enseignement, diminuer les effectifs dans les classes, réparer les dégâts de la crise sanitaire... Malheureusement, ce n'est pas le choix qui a été fait. » Même regret pour le SE-Unsa, selon qui il aurait fallu « profiter de la baisse démographique pour répondre aux besoins des élèves et du service public d'éducation », tandis que, pour la CGT Éduc'action, « les choix politiques faits vont de nouveau dégrader les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels ».

Dans le secondaire, 481 postes « seu-





lement » seraient supprimés à la rentrée prochaine. Certaines académies subissent toutefois de nouvelles coupes sévères (-182 à Paris, -160 à Lille, -105 en Normandie, -106 pour la Guadeloupe...). Mais « on arrive encore à faire des additions », ironise Sophie Vénéitay, du Snés-FSU : « Au total, depuis 2017, 8 381 postes auront été supprimés, c'est une forme de purge. » Et la syndicaliste enfonce le clou : « Il y a un décalage entre les discours et les actes. Comment prétendre dans ces conditions mener une réforme ambitieuse du collège ? », récemment pointé comme « l'homme malade du système » par le ministre. Le prix à payer pour les élèves risque d'être, une fois de plus, élevé : « Ça va être une baisse de la diversité de l'offre de formation, des options, des spécialités au lycée, des demi-groupes en langues... alors que l'école devrait être le lieu de l'ouverture pour tous aux langues, aux pratiques artistiques. On va accroître encore les inégalités car il faudra aller hors de l'école pour tout cela. C'est un budget du renoncement à plus d'école pour tout le monde », conclut Sophie Vénéitay.

EN ATTENDANT LE PLAN D'URGENCE, MOBILISATION LE 17 JANVIER

Enfin, sur le front de l'attractivité des métiers de l'enseignement, il n'y aura « pas de reverdie pour la session 2023 des concours », constate le SE-Unsa - en rappelant que, « dans la poésie lyrique du Moyen Âge, la reverdie célèbre le renouveau printanier ». Certes, après une prolongation de la période d'inscription aux concours, assortie d'une calamiteuse campagne publicitaire, le ministère peut se satisfaire des « plus de 185 000 candidats » inscrits, représentant des hausses de 9 % dans le premier degré et 5 % dans le secondaire. Mais c'est oublier que en 2021, on comptait encore... 254 000 inscrits : la baisse reste vertigineuse (- 27 %) et n'épargne aucune discipline, ni aucun niveau. « Et on sait qu'entre les inscrits et les réellement présents aux concours, on perd entre 40 et 50 % des candidats », rappelle Sophie Vénéitay. De quoi craindre que tous les postes ouverts ne soient pas pourvus à la rentrée prochaine,

comme déjà en septembre dernier.

Ces choix « portent la marque du mépris alors que les personnels font tant d'efforts pour faire tourner la machine », rappelle la CGT Educ'action, qui réclame toujours un plan d'urgence pour l'école - tout comme les syndicats de la FSU, qui appellent aussi dès le 17 janvier à une journée de mobilisation pour les salaires, les conditions de travail et le retrait de la réforme du lycée professionnel. Tout le monde ne renonce pas, le ministre serait avisé d'en tenir compte. ■

OLIVIER CHARTRAIN





Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Selon la CGT Educ'action, « les choix politiques faits vont de nouveau dégrader les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels ». MATHILDE MAZARS/REA

